

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET.  
*L'adaptation des services économiques et financiers au  
Marché unique européen.* Bordeaux, Éditions LyCoFac, 1992,  
126 p.

Robert Desjardins

Volume 24, Number 2, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703187ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703187ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Desjardins, R. (1993). Review of [MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET. *L'adaptation des services économiques et financiers au Marché unique européen.* Bordeaux, Éditions LyCoFac, 1992, 126 p.] *Études internationales*, 24(2), 454–455. <https://doi.org/10.7202/703187ar>

Cabinet des ministres de la Grande-Bretagne. Plusieurs de ses arguments sont solides et intéressants. Il semble évident, par exemple, que les facteurs externes qui conduisent la CE vers une union politique plus étroite se maintiennent, en dépit de la guerre du Golfe et des événements en Yougoslavie. Parmi ceux-ci, notons la réunification allemande et les progrès réalisés vers l'union économique et monétaire.

Le dernier chapitre de ce livre auquel il manque une conclusion générale (mais peut-être est-ce impossible à ce stade?) porte sur la création de la Constitution de l'Europe. Il s'agit ici essentiellement d'un texte très bref, mais fort utile, sur la Cour de Justice des Communautés sans laquelle l'élaboration de ce document ne pourrait avoir lieu.

Malgré quelques rares oublis, ce livre contient une mine de renseignements fort intéressants et pratiques tant sur le processus que sur le système d'intégration en Europe. Ce recueil est donc indispensable pour toute personne ayant un certain intérêt pour la CE et son avenir, et en conséquence peut être recommandé sans réserve.

Érik SOLEM

QG *Défense Nationale*  
Ottawa

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET. *L'adaptation des services économiques et financiers au Marché unique européen*. Bordeaux, Éditions LyCoFac, 1992, 126 p.

Ce court ouvrage renferme les actes d'une journée d'étude qui a eu

lieu à Bordeaux en mars 1991 et à laquelle ont participé des universitaires et divers représentants de l'administration publique française.

La première partie, qui a pour titre «Marché unique et phénomènes économiques et financiers», comprend quatre brèves contributions. S'intéressant aux répercussions du Marché unique pour les finances publiques françaises, le juriste de droit public Jean-Pierre Duprat s'arrête d'abord à la question du rééquilibrage du système fiscal, puis consacre quelques propos à l'émergence d'une discipline communautaire applicable aux politiques budgétaires nationales. Du premier thème, l'on retiendra les conséquences de la réduction des taux de la TVA sur les recettes fiscales avec, comme corollaire, la recherche des voies possibles de compensation ouvertes à l'État. Quant au second thème, l'auteur note avec à-propos que l'autonomie des politiques nationales dans le domaine budgétaire, déjà entamée en raison des prélèvements croissants au profit de la Communauté, est à nouveau réduite en raison de l'incidence de l'édification d'une union monétaire, en particulier par la volonté de contrôler l'ampleur des déficits budgétaires à l'échelle européenne. Le second texte, celui de Philippe O'Quin, traite du Marché unique et des flux commerciaux. L'auteur y souligne que si l'une des conséquences inévitables de la constitution d'un vaste marché est la croissance des échanges intra-communautaires, rien ne garantit le partage des avantages entre États membres. Suit le texte du Professeur Henri Bourguinat sur la mobilité des capitaux, où l'auteur prétend que les

premiers pas du fonctionnement du système monétaire européen n'ont pas été conformes à ce qu'avaient prévu certains experts.

Enfin, dans ce qui nous semble être le texte le plus intéressant, Robert Toulemon, inspecteur général des Finances, s'interroge sur l'influence du Marché unique sur le processus décisionnel. À propos de l'accroissement des votes à la majorité qualifiée au sein du Conseil, Toulemon précise que la Commission adapte ses propositions pour faciliter l'obtention de la majorité et que son influence est ainsi plus importante qu'à l'époque où toutes les décisions étaient à l'unanimité, car il était alors possible de s'écarter des propositions de la Commission. L'Acte unique a contribué à l'accroissement du pouvoir d'arbitrage de la Commission et de la Cour de Justice. Par ailleurs, traitant des perspectives ouvertes par les conférences intergouvernementales sur l'Union économique et monétaire et l'Union politique, Toulemon rappelle d'abord les facteurs ayant permis leur tenue, dont par exemple le ralliement général aux conceptions allemandes en matière économique et monétaire, pour ensuite conclure à l'imminence prochaine d'une mutation profonde des États membres. Toulemon ne s'y est pas trompé : le traité de Maastricht en apporte la confirmation.

La seconde partie traite des politiques d'harmonisation. On trouve en ouverture un texte relativement technique de l'économiste Claude Emonnot sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne. La contribution suivante, due à l'administrateur François Moutot, est consacrée à

l'harmonisation de la TVA. Les deux dernières contributions sont dues respectivement à Maurice Saur et à Marie-Christine Buche. Saur s'est intéressé aux droits de la concurrence français et communautaire, en soulignant tout particulièrement leur convergence ou ressemblance sur de nombreux points. M.C. Buche, pour sa part, consacre quelques pages au droit de la consommation communautaire.

La troisième partie reprend les propos échangés par quelques directeurs-généraux lors d'une table ronde portant sur l'incidence du Marché unique sur les pratiques administratives françaises. Bien que très « franco-françaises », ces conversations ont parfois l'avantage de faire ressortir quelques points dignes de mention, dont la constante difficulté à intégrer les paramètres communautaires dans les préoccupations administratives locales, ainsi que la montée d'un certain nombre d'effets pervers en raison de la réalisation même du Marché unique (par exemple, un risque plus grand de fraude fiscale).

Cet ouvrage, bien que raisonnablement informatif, est somme toute de bien peu d'intérêt. Comme il arrive souvent dans ce genre d'écrit, les sujets abordés sont quelque peu disparates et ne sont, dans leur ensemble, que brièvement effleurés. En dernière analyse, l'utilité véritable de ces actes consistera peut-être à permettre à un étudiant déjà bien au fait de la chose communautaire d'en tirer une utile référence pour un texte axé sur l'important développement de l'Europe des Douze.

ROBERT DESJARDINS

*Tribunal canadien du Commerce extérieur  
Ottawa*